

## PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

AGENCE REGIONALE DE SANTE

DEPARTEMENT : santé-environnement  
G:\SENVICOURRIER\2011\ARRETE ET  
CODERSTICELLULE EAU\900 Arrêté protection  
SAINT SAUVEUR.doc

ARRETE ARS/2012 n° 972 du 11 JUIN 2012

Portant déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux souterraines à partir des puits des Prés d'Amont n°1 et n°2,
- de l'instauration des périmètres de protection autour de ces captages.

Autorisant la commune de SAINT-SAUVEUR à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine.

## LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

- VU** la Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-14 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin des eaux Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son article L.215-13 sur la dérivation des eaux ;
- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et L.1321-10 ;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;
- VU** la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU** la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- VU** la loi de santé publique n°2004-806 du 9 août 2004 ;
- VU** le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière (article 36-2<sup>ème</sup>) et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
- VU** le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée susvisée ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
- VU** le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
- VU** la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU** la délibération du 12 octobre 2006 par laquelle la commune de SAINT-SAUVEUR a engagé la procédure d'autorisation et de protection de ses puits ;

- VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 27 octobre 2011 au 12 novembre 2011 inclus conformément à l'arrêté préfectoral n°1942 du 27 septembre 2011 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;
- VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 24 novembre 2011 ;
- VU l'avis favorable du sous-préfet de Lure du 30 novembre 2011 ;
- VU le rapport de la directrice générale de l'agence régionale de santé du 23 février 2012 ;
- VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 24 mai 2012 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

### SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

#### **Article 1. OBJET DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de SAINT-SAUVEUR la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux de captage et ceux liés à la protection ainsi que les périmètres de protection instaurés autour des ouvrages de prélevement suivants.

#### **Puits des Prés d'Amont n°1 :**

- d'indice de classement national : 04104X0023/S2
  - de coordonnées Lambert II étendu :  
X = 903,845  
Y = 2320,110  
Z = 288 m
  - implanté sur la parcelle cadastrée 11, section ZB, au lieudit "Les Prés d'Amont", sur le territoire de la commune de SAINT-SAUVEUR.
- de coordonnées Lambert 93 :  
X = 954019  
Y = 6750953  
Z = 288 m

#### **Puits des Prés d'Amont n°2 :**

- d'indice de classement national : 04104X0052
  - de coordonnées Lambert II étendu :  
X = 903,835  
Y = 2320,105  
Z = 288 m
  - implanté sur la parcelle cadastrée 11, section ZB, au lieudit "Les Prés d'Amont", sur le territoire de la commune de SAINT-SAUVEUR.
- de coordonnées Lambert 93 :  
X = 954009  
Y = 6750948  
Z = 288 m

#### **Article 2. CARACTERISTIQUES DES PRELEVEMENTS**

La commune de SAINT-SAUVEUR est autorisée à dériver les eaux souterraines à partir des ouvrages cités à l'article 1 dans les conditions suivantes :

- ✓ le volume journalier total maximal prélevé est de 521 m<sup>3</sup>/jour,
- ✓ le volume annuel prélevé est de 190 000 m<sup>3</sup>/an.

#### **Article 3. OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT**

##### **3.1 – Conditions d'exploitation**

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.

Les ouvrages et leurs annexes doivent être maintenus en parfait état d'entretien et répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.

La commune de SAINT-SAUVEUR prend toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir tout risque de pollution par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

### **3.2 – Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et des installations de prélèvement**

Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication avec des eaux de surface et notamment de ruissellement.

En cas de cessation définitive des prélèvements, la commune de SAINT-SAUVEUR en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation des prélèvements.

Les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

## **Article 4. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

La commune s'assure de l'entretien régulier des ouvrages utilisés pour les prélèvements, de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la commune doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident.

**La commune est tenue de laisser libre accès aux installations aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L.216-4 du code de l'environnement et L.1324-1 du code de la santé publique, ainsi qu'aux officiers de police judiciaire.**

## **Article 5. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS**

Les installations sont pourvues de compteurs volumétriques permettant de connaître les volumes prélevés dans le milieu naturel et mis en distribution. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus et contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

## **SECTION II : AUTORISATION DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE**

### **Article 6. AUTORISATION**

La commune de SAINT-SAUVEUR est autorisée à produire et distribuer en vue de la consommation humaine l'eau issue des ouvrages cités à l'article 1.

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de prélèvement, de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration au préalable au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet. Le préfet fait connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande doit être déposée.

**La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du préfet. Cette nouvelle ressource ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle de l'eau distribuée.**

La commune est tenue de fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

## **Article 7. CONDITIONS D'EXPLOITATION**

**La commune de SAINT-SAUVEUR doit se conformer en tous points aux dispositions du code de la santé publique et des règlements pris en application de celui-ci, pour ce qui concerne :**

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruptions de distribution, dérogations ;
- l'information et conseils aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation des produits et procédés de traitement ;
- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distribution.

## **Article 8. CONTROLE SANITAIRE**

**La commune de SAINT-SAUVEUR doit se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini par le code de la santé publique.**

**Les frais d'analyse et les frais de prélèvement sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés en application du code de la santé publique.**

**La commune tient à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui sont mis à la disposition des agents chargés du contrôle.**

## **Article 9. QUALITE DE L'EAU**

**La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.**

**Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux brutes fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application peut entraîner la révision de la présente autorisation.**

**Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place. Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.**

**Le préfet se réserve le droit, à tout moment, selon les résultats des analyses :**

- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire ;
- **de suspendre l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.**

**L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau en vue de la consommation humaine est interdite.**

## **Article 10. INSTALLATION DE TRAITEMENT**

**L'eau destinée à la consommation humaine à partir des ouvrages cités à l'article 1 subit, avant sa mise en distribution, un traitement automatique et continu de mise à l'équilibre et de désinfection.**

**Les conditions d'utilisation des différents produits de traitement, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux sont consignés dans le carnet sanitaire cité à l'article 8.**

**Le préfet peut imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses de l'eau brute, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.**

## **Article 11. INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE**

**Sont affichés à la mairie de SAINT-SAUVEUR, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :**

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;

- les synthèses commentées que peut établir l'agence régionale de santé sous la forme de bilans sanitaires pour une période déterminée.

## SECTION III : PERIMETRES DE PROTECTION

### **Article 12. PERIMETRES DE PROTECTION**

Il est établi autour des captages cités à l'article 1 les périmètres de protection délimités conformément au plan annexé au présent arrêté. Les servitudes suivantes sont prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.

Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au maire de SAINT-SAUVEUR, à l'exploitant des ouvrages, à l'autorité sanitaire et au service chargé de la police des eaux souterraines.

Tout projet dans les limites des périmètres de protection et susceptible de nuire à la qualité de l'eau doit être porté à la connaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de la préservation de la qualité des eaux.

#### **12.1 – Périmètre de protection immédiate**

Un périmètre de protection immédiate (PPI) est défini autour des captages cités à l'article 1 conformément au plan annexé au présent arrêté.

Il appartient en pleine propriété à la commune de SAINT-SAUVEUR et doit le demeurer. Les ouvrages sont entourés par une clôture grillagée haute de 2 mètres, ancrée au sol et munie d'un portail fermant à clé.

A l'intérieur du PPI :

- ✓ toutes activités ou stockages autres que ceux nécessités **par** la surveillance, l'exploitation et l'entretien des captages sont interdits ;
- ✓ le terrain est maintenu en herbe et régulièrement entretenu pour permettre l'accès permanent aux captages et éviter la détérioration de la maçonnerie et de la clôture ; les débris végétaux sont évacués en dehors du PPI ;
- ✓ aucune servitude de droit de passage, vis à vis de tiers, ne peut-être accordée ou maintenue.

#### **12.2 – Périmètre de protection rapprochée**

Un périmètre de protection rapprochée est défini pour les ouvrages cités à l'article 1, conformément au plan annexé au présent arrêté.

##### **Activités interdites :**

- ✓ la création de tout ouvrage de prélèvement d'eau (sondage, forage, captage, prise d'eau) temporaire ou permanent, sauf au bénéfice de la commune de SAINT-SAUVEUR ;
- ✓ la création de bâtiments même provisoires quelle qu'en soit la nature ou la destination ;
- ✓ les rejets d'eaux usées, quelle qu'en soit l'origine (domestiques, pluviales, agricoles, industrielles) ;
- ✓ le passage de nouvelles canalisations autres que celles assurant le transport d'eau destinée l'alimentation humaine ;
- ✓ les stockages et dépôts de toute nature excepté le bois, qu'ils soient temporaires ou permanents ;
- ✓ la création de camping ;
- ✓ la création de voiries et parkings imperméables ;
- ✓ l'infiltration d'eaux de ruissellements issus d'aires imperméables ;
- ✓ la circulation d'engins à moteur en dehors des routes et chemins ;
- ✓ les affouillements et extractions de matériaux du sol et sous-sol ;
- ✓ la création de plan d'eau, de mare et d'étang ;
- ✓ l'épandage de lisier, purins et produits phytosanitaires ;
- ✓ l'épandage de boues de stations d'épuration, fumiers et engrais hormis sur les prairies où cette activité est réglementée ;
- ✓ le retournement des prairies permanentes ;

- ✓ toutes activités liées à la préparation et à l'utilisation de produits phytosanitaires ;
- ✓ l'entretien des talus, des fossés, et des accotements des chemins et de la route départementale avec des produits phytosanitaires ;
- ✓ le changement de destination des surfaces boisées ;
- ✓ toute activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

**Activités réglementées :**

- ❖ la fertilisation des prairies pour la production de fourrage doit être raisonnée et elle fait l'objet d'un enregistrement dans un cahier d'épandage ;
- ❖ les chemins à l'intérieur du PPR ne pourront être empruntés que par les services communaux, les services d'incendies et de secours et les agriculteurs devant accéder aux parcelles qu'ils exploitent ;
- ❖ les parcelles en prairie permanente sont fauchées ou pâturées sans destruction du couvert végétal.

**12.3 – Périmètre de protection éloignée**

Un périmètre de protection éloignée (PPE) est défini pour les ouvrages cités à l'article 1, conformément au plan annexé au présent arrêté.

**Activités réglementées :**

- ❖ les canalisations autres que celles assurant le transport d'eau destinée à l'alimentation humaine font l'objet, par leur propriétaire, d'un contrôle d'étanchéité à leur mise en place puis tous les cinq ans tout au long de leur utilisation ;
- ❖ les dispositifs d'assainissement autonomes des constructions existantes sont mis en conformité avec la réglementation en vigueur ;
- ❖ les plateformes à fumiers et les fosses à lisier et à purin des bâtiments d'élevage existantes sont mises au normes ;
- ❖ le stockage de fumier en bout de champs ne doit pas durer plus de 6 mois consécutifs et la quantité stocklée sur une parcelle ne doit pas dépasser la quantité destinée à être épandue sur cette parcelle ;
- ❖ les stockages de fuel à usage domestique ne doivent pas être enfouis ;
- ❖ tout projet d'aménagement qui, par sa nature ou son importance, présente un risque pour la qualité ou la quantité des eaux captées, fait l'objet d'une étude particulière à l'initiative et aux frais du pétitionnaire et, le cas échéant, s'accompagne de mesures compensatoires à la hauteur de l'impact attendu.

**Article 13. DELAIS**

Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues aux articles 12.1 et 12.2 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification individuelle du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

**Article 14. SERVITUDES**

Sont instituées au profit de la commune de SAINT-SAUVEUR les servitudes citées à l'article 12 grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément au plan annexé au présent arrêté.

La commune indemnisera les propriétaires, les détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection des captages cités à l'article 1, conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 15. MODIFICATION D'ACTIVITE, D'INSTALLATION A L'INTERIEUR DES PERIMETRES**

Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout propriétaire ou responsable d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui veut y apporter une quelconque modification doit faire connaître son intention au préfet, concernant notamment :

- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il doit fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le préfet peut prescrire une étude hydrogéologique, aux frais du pétitionnaire.

Le préfet fait connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

## SECTION IV : MISE EN CONFORMITE

### **Article 16. TRAVAUX**

Les trappes d'accès au local technique du puits des Prés d'Amont n°2 devront être étanches pour empêcher toute infiltration d'eau de surface.

### **Article 17. MISE EN CONFORMITE**

Les études et les travaux de mise en conformité, notamment ceux visés aux articles 10, 12 et 16, sont à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 24 mois à compter de la date de publication du présent arrêté à l'exception du traitement de mise à l'équilibre de l'eau pour lequel un délai supplémentaire de 36 mois est accordé.

Le procès-verbal de réception des travaux doit être adressé à l'agence régionale de santé.

## SECTION V : DISPOSITIONS DIVERSES

### **Article 18. RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE**

Les maires de SAINT-SAUVEUR et LUXEUIL-LES-BAINS sont responsables du respect de l'application du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

### **Article 19. DUREE DE VALIDITE**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages restent en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

### **Article 20. DELAIS D'EXPROPRIATION**

Les expropriations éventuelles doivent être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

### **Article 21.**

La commune de SAINT-SAUVEUR ne peut s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité, ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'elle aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

### **Article 22.**

Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par les articles L.1324-1 A et B du code de la santé publique.

### **Article 23.**

Le présent arrêté :

- est opposable après avoir été :
  - ✓ affiché en mairies de SAINT-SAUVEUR et LUXEUIL-LES-BAINS pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents, par les soins du préfet et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux diffusés dans le département ;
  - ✓ notifié individuellement, par le permissionnaire, aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée ;

- est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- est inséré dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an à compter de l'affichage en mairies du présent arrêté ;
- est conservé par les mairies de SAINT-SAUVEUR et LUXEUIL-LES-BAINS qui délivrent à toute personne en faisant la demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

#### **Article 24. RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (direction générale de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 Paris) dans les deux mois suivant la notification.

**Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.**

**Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé. Cette requête doit être accompagnée de la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts.**

#### **Article 25.**

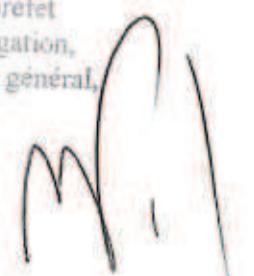
Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lure, la directrice générale de l'agence régionale de santé et les maires de SAINT-SAUVEUR et LUXEUIL-LES-BAINS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera également adressé :

- à la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection **des** populations ;
- à la **directrice départementale des territoires** ;
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement ;
- au délégué régional de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- au directeur du bureau de la recherche géologique et minière (BRGM) de DIJON ;
- au président du conseil général de la Haute-Saône ;
- au président de la chambre d'agriculture de la Haute-Saône.

A Vesoul, le

11 JUIN 2012

Pour le **préfet**  
et par déléguation,  
Le secrétaire général,



Wassim KAMEL

